

**OBJET DU MARCHE**

**Marché relatif aux prestations de fourniture de périodiques**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**

## ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1. OBJET

La présente consultation porte sur la fourniture d'abonnements et la livraison de périodiques destinés aux services et composantes de l'Université Polytechnique Hauts-de-France (UPHF) et de l'Institut National des Sciences Appliquées Hauts-de-France (INSA HdF).

Sont concernés les abonnements de périodiques sur support papier, certains abonnements numériques avec accès dématérialisé aux contenus et les abonnements mixtes (incluant une version papier et une version en ligne).

### 1.2. DECOMPOSITION DU CONTRAT

La consultation se répartit en deux (2) lots en application de l'article L. 2113-10 du code de la commande publique :

- **Lot 1** : Fourniture d'abonnements et livraison de périodiques imprimés ;
- **Lot 2** : Fourniture d'abonnements de périodiques en ligne.

Les abonnements dits « *print and online* », combinant un abonnement au périodique imprimé **et** un accès aux contenus en ligne, relèvent systématiquement du lot 1.

Un seul titulaire est retenu par lot.

### 1.3. TYPE D'ACCORD-CADRE

La consultation est passée en application des articles L.2125-1 1°, du R.2162-1 à R.2162-6 et du R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique. Il s'agit d'un **accord-cadre mono-attributaire pour chaque lot**.

L'accord-cadre donnera lieu à l'émission de bons de commande à chaque besoin.

En application de l'article R.2162-4 2° du code de la commande publique, le montant maximum annuel pour les deux établissements UPHF et INSA HdF est fixé à :

- **Lot 1** : 70 000 € (soixante-dix mille euros) ;
- **Lot 2** : 10 000 € (dix mille euros).

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots. Il devra cependant faire une offre distincte pour chaque lot.

Les variantes obligatoires et facultatives ainsi que les prestations supplémentaires éventuelles ne sont pas autorisées.

Après sa conclusion, le marché peut être modifié par voie d'avenants ou d'actes spéciaux, sans modifications des clauses substantielles toutefois.

Pour information, l'UPHF et l'INSA HdF ont signé une convention de groupement désignant l'UPHF comme établissement coordinateur de la procédure de passation du marché. Chacun des établissements (UPHF et INSA HdF) gère et prend en charge les prestations qui le concernent.

#### 1.4. LIEUX DE LIVRAISON

Le présent accord-cadre concerne l'Université Polytechnique Hauts-de-France, son établissement composante Institut National des Sciences Appliquées Hauts-de-France, ainsi que toutes ses composantes, services et laboratoires, sur l'ensemble des sites définis ci-après :

- Campus du Mont Houy, site principal, 59313 Valenciennes Cedex 9 ;
- Campus des Tertiales-Ronzier, Boulevard Henry Harpignies, Les Tertiales, 59300 Valenciennes ;
- Campus de Cambrai, 6 rue de Rambouillet, 59400 Cambrai ;
- Campus de Maubeuge, Rue du Général de Gaulle, 59600 Maubeuge ;
- Campus d'Arenberg, Avenue Michel Rondet, 59135 Wallers-Arenberg.

Les prestations seront exécutées et livrées conformément aux mentions indiquées sur les bons de commande émis.

#### **ARTICLE 2. PIECES CONTRACTUELLES**

Le présent accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, dont l'exemplaire unique conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi :

- pour chaque lot, l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes ;
- le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) valant Cahier des Clauses Administratives Particulières et Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Fournitures Courantes et Services (CCAG FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- pour chaque lot, les offres technique et financière des titulaires et les éventuelles annexes ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, l'ordre dans lequel elles sont énumérées prévaut dans leur application.

#### **ARTICLE 3. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION**

##### 3.1. DUREE

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de la notification du marché aux titulaires.

##### 3.2. RECONDUCTION

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de période de reconduction est fixé à trois (3) fois un (1) an. La durée totale de l'accord cadre, toutes périodes confondues ne peut dépasser quatre (4) ans.

En cas de non renouvellement, les titulaires recevront un préavis deux (2) mois avant le terme du marché.

Conformément à l'article R. 2112-5 du code de la commande publique, les titulaires ne peuvent pas refuser la reconduction.

Les parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées pendant la période de validité du marché.

## ARTICLE 4. PRESTATIONS ATTENDUES

### 4.1. DEFINITION

Un périodique correspond à toute publication en série référencée par un numéro d'ISSN (acquis ou en cours) paraissant en fascicules ou volumes successifs pendant une durée non limitée à l'avance et selon une périodicité connue ou non, acquise par abonnement ou ordre de commande permanente.

**Sont exclus du marché :**

- les collections ou suites de monographies (ensemble de monographies portant sur un domaine précis et dont la parution, irrégulière, s'étale sur un temps déterminé à l'avance) ;
- les commandes au numéro ;
- les périodiques que le titulaire se trouve dans l'impossibilité de fournir ou pour lesquels il est dans l'incapacité de communiquer un tarif après demande de devis ;
- les titres numériques ou bouquets de titres numériques faisant l'objet d'un accord dans le cadre d'une négociation avec le consortium Couperin dont est membre l'UPHF.

### 4.2. MODALITES COMMUNES APPLICABLES AUX DEUX LOTS

#### 4.2.1. Généralités

Le titulaire est réputé connaître l'ensemble de la législation et de la réglementation applicables au marché et s'y conformer en cas d'évolution.

Les prestations font l'objet de bons de commande successifs, établis sur la base des prix applicables à chaque lot, et notifiés au titulaire lors de la survenance du besoin.

Le bon de commande doit comporter notamment le numéro, la date, le lot, le prix en HT et en TTC.

Les bons de commande sont émis de la notification jusqu'au dernier jour de validité du marché.

#### 4.2.2. Services et composantes de l'UPHF/INSA HdF

La majorité des abonnements de périodiques imprimés et numériques de l'UPHF/INSA est gérée par le Service Commun de la Documentation (SCD). Cependant, les autres services et les composantes de l'UPHF/INSA HdF sont également susceptibles de passer des commandes au titulaire.

La liste, non-exhaustive, des services et composantes est la suivante :

- les services :
  - Centre de Santé ;
  - Pole Formation et Vie Etudiante (PFVE) ;
  - Services Généraux et Centraux ;
  - Centre Universitaire de Cambrai ;
  - Pôle Universitaire de Maubeuge ;
- les composantes de formation :

- Institut Sociétés et Humanités (ISH) ;
- Institut National des Sciences Appliquées Hauts-de-France (INSA HdF) : ***statut particulier de composante de formation de l'UPHF et d'EPSCP ayant son propre n° de SIRET et pouvant passer des commandes en son nom propre*** ;
- Institut Universitaire de Technologie (IUT) ;
- Institut des Transversalités, des Sports et de la Santé (IT2S) ;
- les composantes de recherche :
  - Laboratoire Automatique, mécanique, informatique humaines (LAMIH) ;
  - Laboratoire Ultra-sons, télécommunications, micro-systèmes acoustiques, électronique (IEMN/DOAE) ;
  - Laboratoire CERAMATHS ;
  - Laboratoire de Recherche Sociétés & Humanités (LARSH).

La liste des services, composantes de formation et composantes de recherche est susceptible d'évoluer pendant la durée du marché.

#### 4.2.3. Suivi des abonnements

Le titulaire est responsable de la bonne exécution du marché et de la gestion des abonnements souscrits jusqu'à leur date d'échéance. Il assure un suivi régulier des commandes et des livraisons de titres et relance les éditeurs dès qu'il constate une anomalie dans l'exécution des prestations.

Le titulaire notifie par voie électronique aux services et composantes souscripteurs l'échéance de leurs abonnements au plus tard un mois avant celle-ci. Il mentionne clairement la date d'échéance de chaque abonnement.

Le titulaire signale par ailleurs au pouvoir adjudicateur les modifications de périodicité, les changements de titre, les changements d'éditeur, les fusions et scissions des sociétés éditrices, les changements de format (imprimé ou numérique), les nouveaux formats proposés et les cessations de parution.

#### 4.2.4. Renouvellement des abonnements

Le titulaire adresse aux services et composantes de l'UPHF les dossiers de renouvellement au plus tard le 30 juin de l'année précédant l'année civile d'échéance des abonnements (respectivement année n-1 et année n).

Ces dossiers se présentent sous la forme de tableaux listant par ordre alphabétique les abonnements pour l'année en cours. L'envoi est réalisé sous format électronique et/ou imprimé selon le souhait du service demandeur.

Les dossiers sont structurés comme suit :

- pour les abonnements du SCD : par bibliothèque (Mont Houy, Tertiales, Cambrai, Maubeuge), lot et niveau (enseignement, recherche) ;
- pour les autres services et composantes : par lot et niveau (enseignement, recherche).

Pour chaque titre de périodique, les dossiers indiquent :

- les références de la publication : titre, ISSN, éditeur, nature de l'abonnement (*print*, *online* ou *print and online*) ;
- les données financières : estimation du prix HT, taux de TVA, prix TTC.

Les services et composantes de l'UPHF/INSA HdF indiquent au titulaire les modifications à apporter aux

dossiers de renouvellement, notamment les titres à ajouter ou retirer de la liste des abonnements.

Sur la base des dossiers de renouvellement modifiés, le titulaire adresse au plus tard au 15 novembre de l'année n-1 les **devis** pour le renouvellement des abonnements pour l'année n.

L'envoi est réalisé sous format électronique.

Les devis sont structurés de la même manière que les dossiers de renouvellement et précisent pour chaque titre de périodique les références de publication et données financières à jour.

Ils peuvent être modifiés à la demande des services et composantes souscripteurs, qui procèdent ensuite à leur validation par envoi électronique.

Au mois de janvier de l'année n, les services et composantes font parvenir au titulaire les bons de commande correspondant aux devis validés.

Le titulaire fera parvenir en retour la ou les factures annuelles correspondant à l'ensemble des abonnements de l'année n.

Les factures sont structurées de la même manière que les bons de commande et les devis (voir plus haut).

Pour les abonnements alignés sur l'année civile (renouvellement le 1<sup>er</sup> janvier de l'année n), le titulaire fournit les abonnements dès le 1<sup>er</sup> janvier sans attendre la réception des bons de commande.

Au plus tard le 15 octobre de l'année n, le titulaire du marché fournit les dernières factures résiduelles ou factures d'ajustement au service ou à la composante émetteur des commandes.

#### *4.2.5. Reprise des abonnements en cas de changement de titulaire*

Sauf cas exceptionnel, les abonnements sont souscrits pour une durée d'un (1) an.

Le titulaire reprendra les abonnements souscrits dans le cadre du précédent marché à la date d'échéance desdits abonnements.

En cas de changement de titulaire entre l'ancien et le nouveau marché, le nouveau titulaire doit demander à l'ancien titulaire de lui fournir la liste complète des abonnements de l'UPHF/INSA HdF, pour tous les services et composantes concernés.

Sur cette base, le nouveau titulaire s'engage, pour le renouvellement des abonnements, à respecter la procédure et les dates fixées par l'article 4.1.3.

Le titulaire est tenu de remplir ses obligations contractées pendant la période de validité du marché, notamment en cas de changement de titulaire en fin de marché. Cela concerne notamment la gestion des abonnements et la livraison des périodiques pour les abonnements dont la date d'échéance est postérieure à la date de notification du nouveau marché.

#### *4.2.6. Commande en cours d'année*

Le titulaire peut recevoir une demande de devis pour la mise en place d'un ou plusieurs abonnements en cours d'année.

Dès validation du devis par le service ou la composante souscripteur, le titulaire réalise les démarches nécessaires auprès de l'éditeur pour la mise en place effective de l'abonnement. Le ou les titres de périodiques seront intégrés au prochain dossier de renouvellement.

Le pouvoir adjudicateur peut adresser des bons de commande au titulaire jusqu'au dernier jour d'exécution du marché.

Le titulaire reste responsable de la bonne exécution du marché et de la gestion des abonnements jusqu'à la fin des abonnements souscrits dans le cadre du marché. A défaut, les pénalités prévues à l'article du présent CCP s'appliquent.

#### 4.2.7. Annulation d'abonnement

L'UPHF/INSA peut annuler un abonnement en cours d'exécution notamment en cas de retards de livraison répétés ou de retard de mise en place d'un abonnement numérique.

Les conditions dans lesquelles l'UPHF/INSA peut procéder à l'annulation d'un abonnement en cours d'exécution de la prestation figurent dans l'offre technique du titulaire.

#### 4.2.8. Avoirs

Quand le pouvoir adjudicateur a payé par avance des abonnements à des titres qui cessent de paraître, ou dont le coût réel est inférieur à celui initialement indiqué sur le devis et le bon de commande, le titulaire émet un avoir pour un montant correspondant aux sommes trop perçues.

Durant la période de fin d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut émettre une facture portant sur le remboursement de ces sommes par le titulaire. Tous les remboursements doivent avoir été réalisés avant la date d'échéance du marché.

#### 4.2.9. Outil en ligne

Le titulaire met gratuitement à disposition de l'UPHF/INSA HdF un outil en ligne de suivi des abonnements. Plusieurs comptes peuvent être créés pour correspondre aux abonnements des différents services et composantes. Cet outil permet notamment :

- d'accéder à la liste des abonnements en cours pour chaque compte et de consulter leur date d'échéance ;
- d'accéder aux informations sur les périodiques, notamment une liste des numéros publiés ou un calendrier des publications ;
- d'obtenir des informations sur les suspensions et cessations de parution, les changements de périodicité, les changements de titre d'abonnement, les évolutions tarifaires ;
- d'effectuer des réclamations auprès du titulaire pour les numéros non reçus ;
- d'accéder aux factures et aux avoirs.

Sur demande de l'UPHF/INSA HdF, le titulaire apporte toute l'information nécessaire à l'utilisation des outils de suivi qu'il met à disposition des services et composantes de l'UPHF/INSA HdF.

#### 4.2.10. Interlocuteur

Le titulaire doit désigner, avant le début d'exécution du marché, un interlocuteur directement en charge de la bonne exécution du marché et de son suivi. Les coordonnées de cet interlocuteur privilégié (nom, prénom, adresse email et numéro de téléphone de sa ligne professionnelle directe) seront communiquées au pouvoir adjudicateur dès la mise en place du marché.

Le titulaire indique sans délai au pouvoir adjudicateur tout changement d'interlocuteur en cours d'exécution du

marché et prend toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité du suivi du dossier.

### 4.3. MODALITES SPECIFIQUES AU LOT 1 : FOURNITURE D'ABONNEMENTS ET LIVRAISON DE PERIODIQUES IMPRIMES

#### 4.3.1. Conditions de livraison

Les éditeurs transmettront directement les numéros de périodiques à l'adresse mentionnée sur le bon de commande. Les commandes seront livrées, par défaut sans indication contraire, à l'étage et au bureau indiqué sur le bon de commande.

Le titulaire s'engage à faire livrer, par l'éditeur, les périodiques à la date de parution sans rupture d'approvisionnement notamment pour les titres renouvelés.

En cas de non-respect récurrent des délais de livraison fixés au présent CCP ou de dysfonctionnements patents et récurrents dans la livraison, l'entité concernée se réserve le droit d'annuler tout ou partie de la commande après en avoir averti le titulaire par courrier ou courriel.

Tout retard ou dysfonctionnement dû à l'éditeur (les dysfonctionnements liés à la livraison même lorsqu'elle est externalisée par l'éditeur est considérée comme un retard et un dysfonctionnement dû à l'éditeur) devra être signalé par écrit par le titulaire du marché. Faute de quoi, en dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, des pénalités de retard de 20 € (vingt euros) par jour et par titre de revues ou d'ouvrages pourront être appliquées.

Concernant le SCD, les principaux sites de livraison régulière de périodiques sont :

- **Bibliothèque universitaire du Mont Houy**  
Service des périodiques  
Bâtiment Josquin des Prés - Le Mont Houy  
59313 VALENCIENNES CEDEX 9
- **Bibliothèque universitaire des Tertiales**  
Service des périodiques  
Caserne Ronzier - Boulevard Harpignies  
59313 VALENCIENNES CEDEX 9
- **Bibliothèque universitaire de Cambrai**  
Centre Universitaire de Cambrai "La Forêt"  
6 rue de Rambouillet CS 20444  
59408 CAMBRAI CEDEX
- **Bibliothèque universitaire de Maubeuge**  
Boulevard Charles de Gaulle  
59600 MAUBEUGE

S'y ajoutent les adresses des services et composantes de l'UPHF/INSA Hauts-de-France ayant souscrit des abonnements auprès du titulaire du marché.

Les périodiques et les ouvrages sont livrés **franco de port et d'emballage**. Les risques afférents au transport et à la livraison sont à la charge du titulaire.



Les dégâts occasionnés par un emballage défectueux, mal adapté ou insuffisant sont à la charge du titulaire.

#### 4.3.2. Délais d'exécution

Les délais d'exécution pour le lot 1 sont les suivants :

- fourniture d'un devis : au plus tard 7 (sept) jours calendaires après la réception de la demande de devis ;
- prise d'effet des abonnements : au plus tard (1) mois après la réception du bon de commande par le titulaire ;
- livraison des numéros de périodiques : définis dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement. Les délais sont définis pour chaque périodicité. Ils s'entendent en jours calendaires et courent à compter de la date de parution du numéro.

Lorsque le délai contractuel de réponse à un devis ou de prise d'effet des abonnements est dépassé par le fait du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut décider d'annuler la commande ou l'abonnement. Il pourra dans ce cas s'adresser à toute entreprise susceptible d'exécuter la prestation en lieu et place du titulaire.

#### 4.3.3. Prolongation des délais

Une prolongation des délais peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG FCS.

Les périodes de fermeture de l'établissement du titulaire sont sans effet sur les délais mentionnés ci-dessus. Le titulaire doit prendre ses dispositions pour connaître les dates de fermeture de l'UPHF/INSA HdF.

#### 4.3.4. Titres non livrés

En cas de non-livraison de titres dans les délais mentionnés précédemment, le titulaire du marché organise l'envoi des numéros signalés manquants dès réception de la réclamation du service. Le titulaire du lot ne peut prétendre à aucun surcoût.

En l'absence d'envoi des numéros manquants malgré la réclamation du titre, le titulaire rembourse au service émetteur des commandes le montant correspondant au prorata des numéros non fournis, dans un délai maximal de deux (2) mois à compter de la réclamation. Cette disposition ne s'applique pas pour les titres relevant d'un abonnement qui a été annulé par le pouvoir adjudicateur.

#### 4.3.5. Information sur les contenus online liés à un abonnement imprimé

Le titulaire fournit systématiquement et à tous les services concernés de l'UPHF/INSA HdF des informations sur l'existence d'un contenu online lié aux abonnements en commande ou ayant fait l'objet d'une demande de devis.

Il précise pour l'année en cours les modalités d'accès (et notamment : mode de connexion, nombre de connexions simultanées, accès distant sur authentification), les archives disponibles, le service de maintenance et le coût éventuel.

### 4.4. MODALITES SPECIFIQUES AU LOT 2 : FOURNITURE D'ABONNEMENTS ET LIVRAISON DE PERIODIQUES EN LIGNE

#### 4.4.1. Commande et modalités d'accès

L'UPHF/INSA HdF s'abonne à des périodiques numériques.

Actuellement, cette offre correspond à trois titres seulement. Elle est susceptible de s'étoffer sur la durée du marché.

Lors de la commande ou du renouvellement des abonnements, les services ou composantes de l'UPHF/INSA HdF indiquent la modalité d'accès souhaitée pour chaque périodique :

- accès par reconnaissance IP : outre les IP des réseaux filaires et non-filaires des campus de l'UPHF/INSA HdF, il peut s'agir de l'IP correspondant au logiciel EZproxy, qui permet un accès distant sécurisé et limité à la communauté universitaire (par redirection avec le portail d'identification unique de l'UPHF/INSA HdF) ;
- accès par compte individuel, sur la base d'un couple identifiant/mot de passe.

Le titulaire s'assure de la capacité de l'éditeur à fournir un accès en ligne aux contenus désirés selon les modalités d'accès demandées par le pouvoir adjudicateur.

Il veille à ce que le tarif proposé soit en adéquation avec la demande, notamment dans le cas où le coût d'abonnement est modulé en fonction des effectifs étudiants ou enseignants-chercheurs.

Le titulaire assure un rôle d'intermédiaire pour toute question liée à l'abonnement, notamment en cas de problème d'accès aux contenus.

#### 4.4.2. Délais d'exécution

Les délais d'exécution pour le lot 2 sont les suivants :

- fourniture d'un devis : au plus tard 7 (sept) jours calendaires après la réception de la demande ;
- prise d'effet des abonnements : au plus tard 1 (un) mois après la réception du bon de commande par le titulaire. Le prise d'effet correspond à la possibilité d'accéder à la revue en ligne, selon les modalités demandées par le service ou la composante émetteur de la demande.

Lorsque le délai contractuel de réponse à un devis ou de prise d'effet des abonnements est dépassé par le fait du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut décider d'annuler la commande ou l'abonnement. Il pourra dans ce cas s'adresser à toute entreprise susceptible d'exécuter la prestation en lieu et place du titulaire.

#### 4.4.3. Prolongation des délais

Une prolongation des délais peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG FCS.

Les périodes de fermeture de l'établissement du titulaire sont sans effet sur les délais mentionnés ci-dessus. Le titulaire doit prendre ses dispositions pour connaître les dates de fermeture de l'UPHF/INSA HdF.

#### 4.4.4. Accès inactif ou interrompu

En cas de retard dans la mise en place de l'accès aux contenus en ligne ou en cas d'interruption de l'accès pour une durée supérieure à 72 (soixante-douze) heures, le titulaire rembourse au service ou à la composante émetteur des commandes le montant correspondant au prorata de la période d'abonnement, dans un délai maximal de deux

(2) mois à compter de la réclamation.

Cette disposition ne s'applique pas pour les titres relevant d'un abonnement qui a été annulé par le pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **5.1 OBLIGATION DE CONSEIL**

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements ou de dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

### **5.2 OBLIGATION D'INFORMATION**

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

### **5.3 OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE**

Le titulaire met en oeuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse du pouvoir adjudicateur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Le pouvoir adjudicateur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

### **5.4 MESURES DE SECURITE**

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

### **5.5 RESPONSABILITE DU TITULAIRE**

Le titulaire est tenu de mettre en oeuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette

disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Le titulaire informe le pouvoir adjudicateur de l'arrêt de parution des revues et périodiques, risque d'arrêt ou modification de tarifs, et ce, dans les plus brefs délais.

Concernant les modifications de tarifs, le titulaire informe le pouvoir adjudicateur le plus rapidement possible et au plus tard à la fin de la semaine concernée par la mise en place du changement de tarif.

Ce dernier est également tenu d'informer systématiquement et régulièrement le SCD (Service Commun de la Documentation de l'UPHF) sur le suivi des réclamations avec retour systématique de l'information par téléphone, courriel ou courrier au personnel du SCD en charge des abonnements ([perio@uphf.fr](mailto:perio@uphf.fr)).

Toute innovation ou perspective de modernisation envisagée par le titulaire, tant en ce qui concerne l'architecture de son système d'informations (infrastructure, réseau) que l'interface fonctionnelle de sa solution de gestion des demandes, doit impérativement faire l'objet d'une information préalable à l'adresse suivante : ([perio@uphf.fr](mailto:perio@uphf.fr)).

Cette information préalable doit être portée à la connaissance du pouvoir adjudicateur par communication électronique 3 (trois) mois avant la date de mise en œuvre de cette évolution ; la date de réception du courrier électronique faisant foi.

Il peut, s'il l'estime nécessaire, mettre en œuvre sans facturation supplémentaire, toute mesure destinée à accompagner la conduite du changement dont il est à l'origine.

### **Réparation des dommages**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

### **Service minimal**

En situation de crise, le titulaire est tenu d'assurer un service minimum indispensable au maintien des prestations définies au présent CCP.

En cas d'impossibilité pour le titulaire d'exécuter un service minimum, le pouvoir adjudicateur y pourvoira par tous les moyens qu'il jugera utiles, aux frais, risques et périls du titulaire et notamment en faisant appel à une autre entreprise pour exécuter les prestations.

Les mesures qui seront prises dans ce cas ne concerneront pas les cas de force majeure (non publication des journaux, non livraison des journaux au kiosquier). Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par le pouvoir adjudicateur par tous les moyens de droit. Leur montant pourra être retenu sur les factures restant dues. Il est souligné que la grève du personnel du titulaire (ou de ses sous-traitants) ne constitue pas un cas de force majeure ou d'imprévision permettant l'indemnisation du titulaire par le pouvoir adjudicateur ; étant entendu que le titulaire et ses sous-traitants sont seuls investis du pouvoir de négociation que reconnaît aux dirigeants d'entreprises le code du travail dans les articles qui régissent l'exercice du droit de grève.

## **5.6. AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;

- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées au pouvoir adjudicateur.

En cas de manquement, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

### **5.7. CONSIDERATIONS SOCIALES**

Le titulaire du présent marché public devra mettre en oeuvre des actions en faveur de l'égalité femme-homme et s'engage à lutter contre toute forme de discrimination.

### **5.8. CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES**

Dans le cadre de ce marché, l'aspect environnemental doit intégrer l'utilisation de véhicules propres pour la livraison entraînant une réduction des émissions de gaz à effet de serre.

En ce qui concerne le matériel servant à la livraison, celui-ci devra être réutilisable (caisses, palettes, etc.).

Pour les périodiques non distribués, un circuit de valorisation doit être mis en place.

## **ARTICLE 6 – PRIX ET REVISION**

### **6.1. FORME ET CONTENU DES PRIX**

Les prix des titres sont basés sur les prix éditeurs.

Les prix du marché sont établis sur la base d'un forfait pour les coûts de la livraison et unitaires pour les titres.

Les prix sont établis par référence au prix unitaire public affecté du taux de remise indiqué dans le bordereau des prix, ainsi que du taux des frais de gestion (hors frais de livraison).

Le titulaire est tenu de faire connaître au pouvoir adjudicateur, par écrit, les offres promotionnelles qu'il accorde à sa clientèle « entreprise », en précisant leurs conditions et la durée de leur validité, lorsque celles-ci sont inférieures aux conditions du présent marché (rabais sur prix unitaires déduits), et d'en faire bénéficier, dans ce cas, le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire certifie que les prix qu'il pratique dans le cadre du présent marché et qui figurent dans le bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement n'excèdent pas ceux qu'il pratique dans des conditions similaires à l'égard de l'ensemble de sa clientèle entreprise. Le titulaire s'engage à donner au pouvoir adjudicateur, à la demande de ce dernier, toute justification permettant de vérifier cette conformité.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et des interventions liées aux prestations sur site ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- la fourniture des catalogues des tarifs sous le format défini en commun avec le pouvoir adjudicateur;

- le suivi contractuel ;
- la mise en oeuvre et l'exploitation des moyens de télécommunications lui permettant l'accès sécurisé au site de développement et les coûts de communication entre son site et ceux du pouvoir adjudicateur ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- la livraison des produits **franco de port**, d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison. Aucun emballage n'est facturé. Toutes les livraisons sont effectuées en « emballage perdu » ou récupérable.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes (HT) dans le bordereau des prix unitaires.

## ARTICLE 7 – MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION

### 7.1. GARANTIES FINANCIERES

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

### 7.2. AVANCE

Il est fait application du code de la commande publique, article R. 2191-16 et -17.

### 7.3. MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement correspond à la réalisation des prestations.

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, après vérification du service fait, sur présentation de factures.

Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique, la transmission des factures des titulaires de marché doit s'effectuer sous forme électronique.

L'utilisation du portail de facturation Chorus Pro est exclusive de tout autre mode de transmission. L'accès au portail chorus Pro se fait par l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, le pouvoir adjudicateur peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Pour toute interrogation, il est possible de contacter le service facturier à l'adresse suivante :

Université Polytechnique Hauts-de-France

Agence comptable – service facturier

Le Mont Houy- 59313 Valenciennes Cedex 9

Information à utiliser pour la facturation électronique :

- identifiant de la structure publique ( SIRET ) :
  - UPHF : 130 025 745 00014
  - INSA HdF : 130 025 752 00010

Il est rappelé au titulaire d'être vigilant sur le fait que chaque établissement, UPHF et INSA, dispose de ses propres informations.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'informatisation budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par les titulaires comportent les mentions suivantes :

- le nom du service émetteur du bon de commande ;
- le nom et l'adresse du créancier ;
- son numéro d'identification SIREN ou SIRET ;
- le détail des prestations et quantités ;
- la date et le lieu d'exécution ;
- le montant des prestations exécutées en HT et TTC ;
- le(s) taux et le(s) montant(s) de TVA ;
- la référence du marché ;
- les références et la date du bon de commande ;
- la date de délivrance et le numéro de la facture.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer expressément le pouvoir adjudicateur par courrier postal ou électronique.

#### **7.4. REGIME DES PAIEMENTS**

Conformément à l'article R. 2192-10 du code de la commande publique, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans formalité :

- des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points ;
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros.

Ce délai peut être suspendu si le pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par l'accord-cadre ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

### **ARTICLE 8 – VERIFICATIONS ET ADMISSIONS**

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

Par dérogation au CCAG FCS, la vérification quantitative est réalisée le jour de la livraison par la personne qui réceptionne la commande.

Elle peut être réalisée dans un délai de 5 (cinq) jours ouvrés suivant la livraison dans le cas où la livraison n'est

pas réalisée à l'adresse exacte (au bon bureau ou service lorsque le bureau ou le service est mentionné) de livraison indiquée par le service ou la composante lors de la commande. Dans ce cas-là, l'UPHF/INSA HdF adressera un courriel à l'interlocuteur désigné par le titulaire avec les références de la commande et des périodiques commandés.

La vérification qualitative (pages déchirées ou manquantes, etc.) est réalisée dans un délai de 15 (quinze) jours ouvrés à compter de la date de livraison.

Le délai est prolongé à 20 (vingt) jours ouvrés dans le cas où la livraison n'est pas réalisée à l'adresse exacte de livraison indiqué par le service ou la composante lors de la commande.

La réception définitive consiste dans la « vérification du service fait » qui ouvre droit au paiement du/des titulaire(s). La prestation doit être conforme au(x) bon(s) de commande.

#### **ARTICLE 9 – PENALITES**

Les pénalités, et les réfections le cas échéant, prévues au présent article sont cumulables.

Le titulaire a connaissance du montant des pénalités à verser par voie de lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie sécurisée via la plate-forme des achats de l'Etat.

Les pénalités sont directement imputées sur les sommes dues au titre des prestations déjà effectuées, si elles n'ont pas été payées, ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir jusqu'à apurement du solde, sans condition de montant par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS.

En cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'une prestation, le(s) titulaire(s) en avertit/avertissent le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais par un courrier électronique motivé explicitant de manière détaillée la nature de ces difficultés.

Tout retard ou dysfonctionnement dû à l'éditeur (les dysfonctionnements liés à la livraison même lorsqu'elle est externalisée par l'éditeur est considérée comme un retard et un dysfonctionnement dû à l'éditeur) devra être signalé par écrit par le titulaire du marché. Faute de quoi, en dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, des pénalités de retard de 20 € (vingt euros) par jour et par titre de revues ou d'ouvrages pourront être appliquées.

#### **ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

En matière de confidentialité et de protection des données personnelles, les dispositions de l'article 5 du CCAG-FCS s'appliquent.

Il convient aux titulaires de fournir toutes les garanties sur ce point.

En cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016. Il apporte au pouvoir adjudicateur des garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.



Si le marché implique le traitement de données à caractère personnel par le titulaire, le titulaire agit en qualité de sous-traitant au sens du Règlement Général sur la Protection des Données et sera amené à traiter des données à caractère personnel pour le compte de l'autorité adjudicatrice.

En conséquence, il est convenu entre les parties qu'une annexe A Protection des données personnelles et une Annexe B description du traitement feront partie intégrante du marché. Le titulaire s'engage à compléter et respecter l'Annexe B : Description du traitement des données à caractère personnel réalisé par le sous-traitant.

#### **ARTICLE 11 - LANGUES DES PRESTATIONS ET DES CORRESPONDANCES**

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Les prestations vocales et écrites (messages, etc.) sont assurées en français.

En cas de correspondances écrites ou de prestations vocales réalisées dans une langue étrangère, ces dernières sont recevables uniquement si elles sont accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

#### **ARTICLE 12 - ASSURANCES**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, dans un délai de quinze (15) jours à compter la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, les titulaires devront justifier qu'ils sont couverts par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1243 du Code civil ainsi qu'au titre de leur responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

#### **ARTICLE 13 – RESILIATION**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur pour motif d'intérêt général, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

#### **ARTICLE 14 - DIFFERENDS OU LITIGES**

Il est fait application de l'article 46 du CCAG-FCS.

En aucun cas, les contestations survenant entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire ne peuvent être invoquées par ledit titulaire comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution de la prestation.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre.

A défaut de règlement amiable, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Lille.

<b>ARTICLE 15 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX CCAG-FCS</b>
--

Les dispositions du présent CCP prévalent sur toutes les dispositions du CCAG-FCS qui lui seraient contraires.